

Conseil général du

07.05.2007

RAPPORT

NO 28

DU CONSEIL COMMUNAL

- a) Discuter et décider de la vente d'une parcelle de terrain d'une surface de 934 m² (sous réserve de la confirmation de la mensuration de la part du géomètre), située dans la zone mixte de l'Orée au prix de Fr. 70.-/m² à Mme et M. Vincent Willemmin pour la construction d'une maison familiale.***
- b) Donner au Conseil Communal la compétence de ratifier l'acte juridique relatif à cette vente immobilière.***

a) M. Vincent Willemmin et son épouse ont repris l'exploitation de la boulangerie des Bois. Ceux-ci désirent s'établir dans la commune et se proposent de construire une maison familiale dans le secteur de l'Orée, à l'Ouest de la parcelle de M. Emile Willemmin. Sur le plan de situation, il s'agit de la parcelle A « en mutation avec le lot Franck Müller ».

La compétence de vendre cette parcelle appartient au Conseil général, conformément au règlement d'organisation. Le Conseil Communal propose néanmoins d'accepter cette vente pour les raisons suivantes :

- Même si le bâtiment que souhaitent construire Mme & M. Willemmin ne sera pas destiné à une activité commerciale ou artisanale, il faut tenir compte du fait qu'ils possèdent un commerce aux Bois.
- Cette parcelle est isolée et sera certainement difficile à vendre pour une autre affectation.
- La Commune ne dispose pratiquement plus de terrain en zone de construction.

En ce qui concerne le prix de vente, le Conseil communal, bien que sachant que cette compétence appartienne au Conseil général, propose de vendre ce terrain au prix de Fr. 70.-/m².

Enfin, suite à différents entretiens avec cette famille, les conditions suivantes devront également figurer dans l'acte de vente.

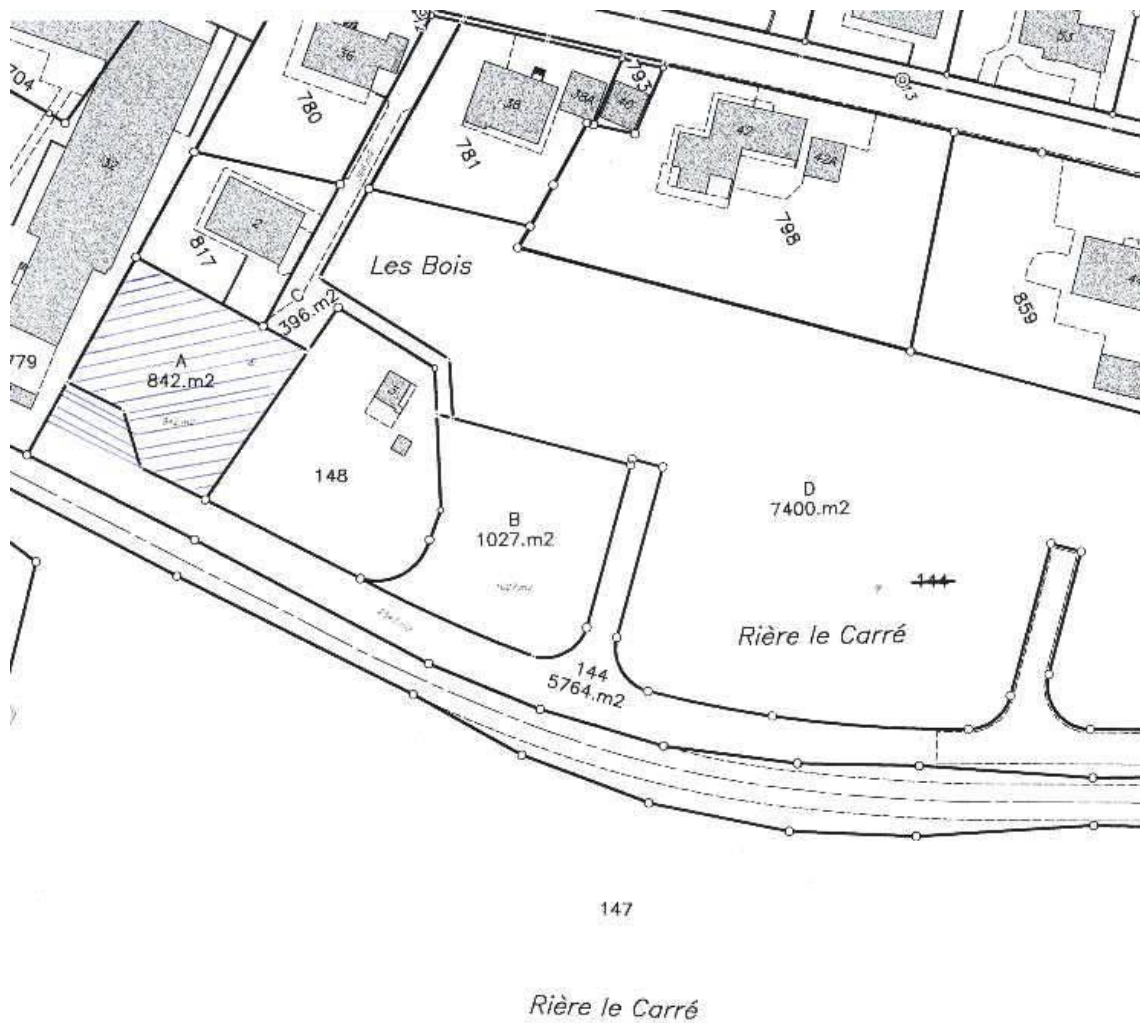
Droit de réméré

Comme à l'accoutumée, un droit de réméré d'une période de deux ans sera inscrit au Registre foncier.

Servitude

De plus, les époux Willemmin souhaitent posséder également la surface initialement prévue pour le retournement des véhicules de cette route qui se termine en cul-de-sac. Pour autant qu'ils acceptent l'inscription d'une servitude en faveur de la commune sur la portion de terrain qui leur servira d'accès à leur garage, le Conseil communal propose également de leur vendre cette portion de terrain et renonce à l'aménagement de cette place de retournement.

b) Afin d'éviter de devoir repasser l'acte de vente en séance du Conseil général pour ratification, le Conseil communal propose qu'on lui accorde la compétence de ratifier l'acte juridique qui sera établi à l'occasion de cette vente.



1 : 1000